

CESAR
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
Au capital de 6 824 626.40 Euros
Siège social : 19, rue des Bretons
93200 LA PLAINE SAINT DENIS
381 178 797 R.C.S. BOBIGNY

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

AU 30 SEPTEMBRE 2010

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Les comptes semestriels au 30 septembre 2010 ont été arrêtés par le Directoire et approuvés par le Conseil de Surveillance en date du 10 janvier 2011.

I- EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L' EXERCICE 2010-2011 ET INCIDENCES SUR LES COMPTES

A) FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE

Augmentation de capital

Une augmentation de capital sous forme d'ABSAR, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, a été lancée par CESAR le 26 mars 2010 et a rencontré un vif succès. 10.581.072 ABSAR ont été souscrites à titre irréductible et 1.806.331 ABSAR ont été demandées à titre réductible.

Le Directoire a décidé d'exercer l'intégralité de la clause d'extension, ce qui a porté le nombre d'ABSAR émises à 14.166.463.

La totalité des demandes à titre réductible ont ainsi été servies et le complément a été souscrit pour partie par plusieurs investisseurs institutionnels et pour le solde par Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II, géré par Butler Capital Partners SA. Le montant total de la levée de fonds s'établit ainsi à 5.524.920,57 euros, correspondant à un apport de cash pour la société de 2.793.523,98 euros, les souscriptions de Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II, géré par Butler Capital Partners SA, ayant été effectuées par compensation de leurs comptes courants.

Le règlement-livraison des actions nouvelles et leur admission aux négociations sur le marché Euronext Paris est intervenu le 21 avril 2010. A compter du 21 avril 2010, le nombre total d'actions composant le capital de CESAR a été ainsi porté à 22.378.906. Après prise en compte de la dilution potentielle provenant de l'exercice des 14 166 463 BSAR, le nombre maximum d'actions composant le capital pourrait être porté à 36 545 369.

A l'issue de cette opération, Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II ont procédé à une cession partielle de leur participation, qui a été ramenée de 53% à 12.66%.

Situation de trésorerie

L'augmentation de capital a permis un débouclage rapide des discussions avec les banques pour la

mise en place du crédit saisonnier. En date du 21 juin 2010, un crédit saisonnier a été mis en place dans les conditions suivantes :

- 2.8 millions d'euros jusqu'au 30 juin 2011
- 2.3 millions d'euros entre le 1er juillet 2011 et le 31 décembre 2011

Ce crédit est rémunéré à un taux d'intérêt de EURIBOR + 4pts. La mise en place de ce crédit a notamment permis de clore la procédure en assignation déclenchée par l'URSSAF de Paris, au moyen d'un règlement en date du 5 juillet 2010.

B) DETAIL DE L' ACTIVITE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Europe

L'activité du premier semestre de l'exercice 2010-2011, peu significative, a souffert des difficultés de trésorerie rencontrées au cours de l'exercice précédent : les approvisionnements de la saison de printemps-été ont été retardés, ce qui a pesé sur la facturation du premier semestre notamment au Royaume-Uni et en Italie. La réalisation de l'augmentation de capital en avril et l'obtention des financements saisonniers juillet ont permis de lancer à temps les approvisionnements de la haute saison (halloween, Noël, Carnaval).

Les évolutions les plus notables sont les suivantes :

- Grande-Bretagne : les ventes FOB depuis la Chine continuent à se développer. L'activité permanente a été pénalisée par la situation de trésorerie du premier semestre.
- France : évolution contrastée liée aux difficultés de livraisons de peluches (essentiellement KIKI) sur le marché intérieur, en dépit de la forte demande. Le second semestre devrait voir une forte croissance de cette activité. Le carnet de commandes de l'activité de costumes est soutenu, notamment pour les saisons de Noël et Carnaval.
- Espagne : La dégradation de l'environnement économique pèse sur l'activité, notamment parce que les distributeurs réduisent leurs premières commandes. La saison de rentrée des classes en Espagne, qui représente une activité significative, s'est déroulée de manière moins soutenue que l'an dernier. Cependant, les perspectives commerciales du second semestre s'annoncent globalement satisfaisantes.
- Italie : l'activité de cette filiale est essentiellement concentrée sur le second semestre. Le carnet de commande élevé permet d'anticiper une saison très satisfaisante.
- Madagascar : la société a poursuivi son activité sans interruption, en dépit d'un environnement politique défavorable. Les ventes de textile sur le marché local ont repris après un exercice 2009-2010 difficile. Les livraisons sont assurées à temps.

Par ailleurs l'existence d'un carnet de commandes en hausse par rapport à l'année dernière, permet d'anticiper un deuxième semestre en croissance par rapport à l'exercice précédent. Le déroulement de Carnaval devrait en particulier être plus favorable, grâce à une saison plus longue.

II – PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

A) CONTINUITE D'EXPLOITATION ET SITUATION DE TRESORERIE

Le financement de la saison 2010-2011 a été réalisé grâce en particulier aux opérations suivantes :

- L'augmentation de capital réalisée le 21 avril 2010 (cf paragraphe I ci-dessus).
- A l'obtention de deux crédits courts terme pour un montant total de 2.8 million d'euros à échéance juin 2011 et décembre 2011.
- Une amélioration du besoin en fonds de roulement opérationnel

Cependant, les crédits saisonniers restent un peu justes, et le financement de la saisonnalité de l'exercice 2011-2012 n'est aujourd'hui pas totalement assuré, notamment pour faire face à l'augmentation d'activité anticipée pour le prochain exercice.

La société recherche donc de nouveaux moyens de financement pour compléter les ressources disponibles, et assurer la nouvelle phase de développement du groupe. Le Directoire a proposé au Conseil de Surveillance d'examiner un possible recours au marché au cours du premier semestre 2011.

La réorganisation de l'activité doit permettre un retour à la rentabilité à compter de l'exercice clôturant le 31 mars 2011, et assurer ainsi la continuité de l'exploitation.

B) AUTRES FACTEURS DE RISQUES

Les autres risques auxquels la Société est confrontée, sont détaillés ci-dessous :

Risque du marché : L'endettement bancaire net, essentiellement souscrit à taux variable, a exposé par le passé le Groupe César à un risque lié à l'évolution dans le temps des taux d'intérêt. La restructuration de la dette bancaire en décembre 2008 a réduit considérablement l'exposition au risque de taux du marché.

Risque de change : Le Groupe César s'approvisionne majoritairement en Asie et à Madagascar et n'utilise pas d'instruments de couverture de change. Les devises utilisées pour ces transactions d'achat sont l'US\$ (pour la partie en provenance de Chine) et l'euro pour la partie en provenance de

Madagascar. Le recours à une politique de couverture de change n'est pas possible en raison des financements trop limités dont dispose le groupe à l'heure actuelle. Cependant, la finalisation de la restructuration financière permettra au groupe de mettre en place rapidement une telle couverture..

Risques liés à la structure financière : Au 30 Septembre 2010, le montant des emprunts et dettes financières bruts s'élève à 12.1 millions d'euros. La dette à moyen et long terme concerne essentiellement le leasing des entrepôts de Saumur. Le Groupe conserve une dette d'exploitation court terme finançant sa saisonnalité principalement sous la forme de mobilisation de créances.

Risques politiques : Il existe des incertitudes éventuelles liées au risque politique pouvant peser sur la filiale de production de Madagascar, qui représente environ 60% des approvisionnements du groupe, essentiellement à destination des filiales européennes. Le groupe diversifie ses sources d'approvisionnement (Chine, Asie du Sud Est, ...). La filiale de Madagascar a réalisé sur le premier semestre 2009-2010 un chiffre d'affaires de 5,1m€, et un bénéfice net de 0.2m€.

Risques industriels : Le groupe s'est doté de plusieurs sources de production pour la fabrication de ses produits. Les contraintes de sécurité et d'hygiène nécessaires pour éviter des contentieux avec les consommateurs et assurer en permanence la qualité des produits vendus, font l'objet d'une surveillance constante de la part :

- des services qualité de César
- des contrôleurs externes nommés par le groupe
- des auditeurs envoyés chez les fournisseurs par des clients ou des licencieurs

Ces contrôles se renforcent régulièrement, suivant à la fois la mise en place de réglementations plus restrictives et une pression accrue des clients et des consommateurs finaux.

Toutefois, il se peut qu'un problème de qualité puisse avoir un impact défavorable sur l'activité du groupe, ses résultats ou sa situation financière, se traduisant soit par une annulation de commande, soit par une augmentation des charges à supporter par le groupe.

Au cours du dernier trimestre calendaire de 2010, la filiale de Madagascar a initié un processus de qualification ICTI.

Risques clients et licences :

- Le groupe bénéficie d'une implantation européenne répartie entre les principaux pays de l'Union Européenne et d'une distribution partagée sur plusieurs canaux (Grandes Surfaces Généralistes, Grandes Surfaces Spécialisées, Détaillants, Grands Magasins, Autres), lui permettant de lisser relativement les risques éventuels de marché. La concentration du Chiffre d'affaires est considérée comme faible. La crise économique et financière actuelle a par ailleurs, fragilisé certains acteurs du secteur de la distribution. (Woolworth en 2008, Karlstadt en 2009..), clients du Groupe.
- Le risque de déréférencement du groupe est habituellement considéré comme limité, dans la mesure où il associe son portefeuille de licences fortes et une capacité de distribution

simultanée au niveau mondial. Toutefois, l'existence d'un risque de liquidité pourrait se traduire par des restrictions de référencement chez quelques clients, notamment issus de la grande distribution, qui pourraient considérer que le Groupe ne serait pas en mesure de garantir les approvisionnements de la saison à venir, ou par des difficultés à renouveler des contrats de licences.

- En France, en Allemagne, au Royaume-Uni et en Espagne les créances sont affacturées. Le Groupe a souscrit en juillet 2010 un nouveau contrat d'affacturage avec la société FORTIS, qui inclut désormais le recouvrement client et devrait permettre de minimiser les risques. Dans les autres filiales de distribution, les principaux clients font l'objet de procédures d'encaissement diverses (Dailly, escompte, invoice discounting...), le risque n'étant pas supporté par l'organisme de financement. Pour les clients hors France et Espagne, le groupe a contracté une police d'assurance-crédit.

C) PERSPECTIVES

Activité :

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2010-2011 s'établit à environ 11.2m€.

Les ventes de déguisements enfants et adultes, de sacs-à-dos (maintenant lancées en France et Italie), et les environnements de jeux restent donc les axes principaux de développement du Groupe à moyen terme.

Les ventes effectuées par internet représentent une part croissante de l'activité, le Groupe étant particulièrement bien placé sur ce marché depuis l'acquisition de FESTIVEO en 2009. L'activité de la filiale est en fort développement.

Evolution du carnet de commandes :

Le Groupe confirme sa prévision d'un chiffre d'affaires brut pour l'ensemble de l'exercice 2010-2011 en hausse de l'ordre de 5% par rapport à l'exercice précédent. A fin septembre, la somme du carnet de commandes et des facturations nettes réalisées s'élevait à 23m€, soit 66% du chiffre d'affaires annuel estimé, un pourcentage légèrement inférieur à celui de l'exercice précédent en raison notamment du poids relatif de Carnaval et de l'impact des ventes Festivéo (pour lesquelles il n'y a pas de carnet de commandes).

Sur la base des éléments ci-dessus, la société confirme que les résultats de l'année devraient s'établir en ligne avec le plan de redressement présenté, qui prévoyait pour l'exercice un résultat opérationnel à l'équilibre.

III) PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu de transaction significative entre parties liées au cours du semestre clos le 30 septembre 2010

Les transactions significatives entre parties liées au cours de l'exercice précédent sont décrites dans l'annexe aux comptes clos le 31 Mars 2010

IV) RESULTATS DU GROUPE CESAR AU COURS DE LA PERIODE DU 1^{ER} AVRIL AU 30 SEPTEMBRE 2010

Nous vous présentons dans le présent chapitre les commentaires sur les comptes consolidés semestriels résumés pour le Semestre clos le 30 Septembre 2010.

Les comptes consolidés semestriels résumés qui vous sont présentés ont été établis selon la méthode décrite dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés.

A- COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE SEMESTRIEL

Les éléments importants du compte de résultat sont les suivants :

a) Résultat opérationnel courant

Le chiffre d'affaires du groupe au 30 septembre 2010 s'élève à 11 173 milliers d'euros, contre 11 720 milliers d'euros au 30 septembre 2009 après retraitement lié à l'application des normes IFRS (cf page 10 des résultats semestriels joints en Annexe au présent rapport).

Le coût des marchandises vendues s'établit à 6 015 milliers d'euros.

La marge brute s'établit quand à elle à 5 158 milliers d'euros, soit 46% du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant de la période ressort déficitaire à (4 453) milliers d'euros, contre (4 690) milliers d'euros au 30 Septembre 2009.

Le résultat opérationnel de la période est déficitaire de (4 614) milliers d'euros contre (6 763) milliers d'euros au 30 Septembre 2009.

b) Frais généraux

Les frais généraux du semestre s'élèvent à 9 611 milliers d'euros. Ils se répartissent entre les frais commerciaux et de distribution pour 4 047 milliers d'euros, les frais de création pour 615 milliers d'euros, les frais administratifs pour 4 380 milliers d'euros, les autres produits d'exploitation pour 201 milliers d'euros et les dotations et reprises sur amortissements sur immobilisations pour 770 milliers d'euros.

A périmètre comparable, les frais généraux du premier semestre 2009 se sont élevés à 10 487 milliers d'euros.

c) Autres produits et charges opérationnels

Les « Autres produits et charges opérationnels » sont des produits ou charges inhabituels, de montant particulièrement significatif, et ne rentrant pas dans l'activité opérationnelle habituelle du groupe, présentés de manière distincte dans le compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle du Groupe. Ces « autres produits et charges opérationnels » se décomposent en autres produits opérationnels pour 493 milliers d'euros et autres charges opérationnelles pour (654) milliers d'euros.

d) Coût de l'endettement financier

Les produits financiers sur le semestre s'élèvent à 67 milliers d'euros tandis que les charges financières s'élèvent à (335) milliers d'euros.

e) Autres produits et charges financières

Le montant recouvre essentiellement les pertes et produits de change.

Le solde net de ce poste laisse ressortir un produit de 384 milliers d'euros.

f) Résultat net

Le résultat net du semestre s'élève à (4 521) milliers d'euros contre (6 763) milliers d'euros au premier semestre 2009.

Le résultat net part du groupe s'élève au 30 Septembre 2010 à (4 487) milliers d'euros.

B- BILAN CONSOLIDE

L'examen du bilan au 30 Septembre 2010 appelle les constatations suivantes :

1 - Actif du bilan

Actifs immobilisés

Nos actifs immobilisés s'élèvent à un montant de 5 676 milliers d'euros. Ils sont constitués essentiellement :

- a) d'écarts d'acquisition pour 36 milliers d'euros
- b) d'immobilisations incorporelles pour 2 086 milliers d'euros
- c) d'immobilisations corporelles pour 2 537 milliers d'euros
- d) d'immobilisations financières pour 596 milliers d'euros.
- e) d'actifs d'impôts différés pour 421 milliers d'euros.

Actif courant

Le montant de l'actif courant s'établit à un montant de 38 397 milliers d'euros.

Il se décompose de la manière suivante :

- stocks et en-cours pour 15 924 milliers d'euros,
- créances clients et compte rattachés pour 11 752 milliers d'euros,
- autres créances et comptes de régularisation pour 8 764 milliers d'euros,
- disponibilités pour 1 957 milliers d'euros,

2 – Passif du bilan

Le montant des capitaux propres du Groupe ressort à 9 267 milliers d'euros contre 8 522 milliers d'euros au 31 Mars 2010, à comparer à une capitalisation boursière d'environ 7 000 milliers d'euros.

Le montant du passif non courant s'élève à 2 373 milliers d'euros contre 2 841 milliers d'euros au 31 Mars 2010.

Le passif courant est au 30 Septembre 2010 de 32 370 milliers d'euros contre 32 726 milliers d'euros au 31 Mars 2010.

ANNEXES AU RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

:

Annexe 1 : Attestation des Responsables

Annexe 2 : Comptes Consolidés Semestriels résumés au 30 Septembre 2009

**Annexe 3 : Rapport des commissaires aux Comptes sur l'information financière
semestrielle 2010-2011**

ANNEXE 1

ATTESTATION DES RESPONSABLES

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-avant présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les 6 premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice. »

La Plaine Saint-Denis, le 10 janvier 2011

Benoît Pousset – Bougère
Président du Directoire

ANNEXE 2

**Comptes consolidés semestriels résumés CESAR soumis et approuvés par le Conseil de
Surveillance du 10 janvier 2010**

BILAN CONSOLIDE

ACTIF en K€	Notes	30-sept-10	31-mars-10	30-sept-09 retraité
Actif immobilisé				
Ecart d'acquisition	5.1	36	36	
Immobilisations incorporelles	5.2.3	2 087	2 625	2 452
Immobilisations corporelles	5.2.3	2 537	2 864	3 127
Immobilisations financières	5.2.4	596	694	700
Actifs d'impôts différés	5.3	421	421	262
TOTAL ACTIF NON COURANT		5 677	6 641	6 541
Stocks et en-cours	5.4	15 924	12 110	16 180
Clients et comptes rattachés	5.5	11 752	12 888	11 616
Autres créances et comptes de régularisation	5.6	8 764	10 301	9 014
Actif financier courant				69
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.7	1 957	2 245	1 920
TOTAL ACTIF COURANT		38 397	37 544	38 799
TOTAL ACTIF		44 074	44 185	45 340
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES en K€	Notes	30-sept-10	31-mars-10	30-sept-09 retraité
Capital		6 825	2 504	12 520
Primes		49 967	48 806	49 164
Réserves consolidées		(38 337)	(31 811)	(41 637)
Résultat consolidé		(4 488)	(6 405)	(6 772)
Réserves de conversion		(4 699)	(4 572)	(5 452)
Total capitaux propres (part du groupe)	5.8	9 267	8 522	7 823
Intérêts minoritaires		64	96	128
Total capitaux propres consolidés	5.8	9 331	8 618	7 951
Emprunts et dettes financières - part à plus d'un an	5.10	1 444	1 891	1 774
Passifs d'impôts différés	5.3	44	54	276
Provisions pour risques et charges non courants	5.9	885	896	1 026
PASSIF NON COURANT		2 373	2 841	3 076
Emprunts et dettes financières - part à moins d'un an	5.10	10 617	6 518	9 806
Fournisseurs et comptes rattachés	5.11	11 589	10 395	9 061
Autres dettes et comptes de régularisation	5.12	10 164	15 813	15 446
PASSIF COURANT		32 370	32 726	34 313
TOTAL PASSIF		44 074	44 185	45 340

COMPTE DE RESULTAT SEMESTRIEL

En KC	Notes	30-sept-10	31-mars-10	30-sept-09 Retraité
Chiffre d'affaires net	6.1	11 173	34 581	11 720
Coût des ventes	6.2	(6 015)	(18 788)	(5 923)
Marge brute		5 158	15 793	5 797
Frais commerciaux et de distribution	6.3	(4 047)	(10 726)	(4 300)
Frais de création artistique et de marketing	6.4	(615)	(1 205)	(967)
Frais administratifs	6.5	(4 381)	(7 233)	(4 859)
Autres produits et charges d'exploitation	6.7	201	383	342
Dotations et reprises amort et prov sur immobilisations	6.8	(770)	(1 329)	(703)
Résultat Opérationnel Courant		(4 454)	(4 318)	(4 690)
Autres produits opérationnels	6.9	493	6 157	1 871
Autres charges opérationnelles	6.9	(654)	(6 974)	(3 844)
Résultat Opérationnel		(4 615)	(5 135)	(6 663)
Produits financiers	6.10	67	129	13
Charges financières	6.10	(335)	(991)	(340)
Coût de l'endettement financier net		(269)	(862)	(327)
Autres produits et charges financières	6.10	384	(271)	643
Impôt sur les résultats	6.11	(22)	(173)	(416)
Résultat net		(4 522)	(6 441)	(6 763)
dont Intérêts minoritaires		(34)	(36)	10
dont Part du Groupe		(4 488)	(6 405)	(6 773)
Résultat par action en euros		(0,203044)	(0,784298)	(0,823515)
Résultat dilué par action en euros		(0,124120)	(0,784298)	(0,823515)
Nbre actions		22 272 162	8 212 443	8 212 443
Nbre moyen d'actions en circulation dilué		36 434 368	8 212 443	8 212 443

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

En K€	30-sept-10	31-mars-10	30-sept-09 Retraité
Résultat net	(4 522)	(6 441)	(6 763)
Ecart de conversion	(124)	(409)	(1 294)
Autres éléments du résultat global	(124)	(409)	(1 294)
Résultat global	(4 646)	(6 849)	(8 057)
dont :			
Part du Groupe	(4 614)	(6 810)	(8 058)
Part des minoritaires	(32)	(40)	1

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En Keuros	30-sept-10	31-mars-10	30-sept-09 Retraité
Résultat net de l'ensemble consolidé	(4 522)	(6 442)	(6 762)
Amortissements et provisions (hors VMP et actifs circulants)	817	(1 805)	(1 419)
Variation des impôts différés			(37)
Plus et moins-value de cession	(179)	8	(4)
Marque brute d'autofinancement des activités poursuivies	(3 884)	(8 239)	(8 222)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité poursuivie :			
Stocks	(3 765)	3 940	(679)
Clients	1 321	8 234	6 496
Autres créances et comptes de régularisation	1 713	(2 834)	1 789
Fournisseurs et comptes rattachés	885	(3 028)	(758)
Autres dettes	(3 204)	1 978	(1 156)
<i>Total variation des postes du BFR d'exploitation</i>	<i>(3 051)</i>	<i>8 291</i>	<i>5 692</i>
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(6 935)	52	(2 530)
Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement			
Frais de Développement	(3)	(455)	0
Acquisition d'immobilisation et augmentation des dépôts	(94)	(1 255)	(1 050)
Acquisition de Titres de sociétés consolidés		(50)	
Cession d'immobilisation et diminution actifs financiers	452	158	(17)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	354	(1 602)	(1 067)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement			
Augmentation de capital en numéraire	2 748	(337)	0
Emissions d'emprunt lié au Refinancement		930	903
Autres dettes	18		
Remboursement lié au Refinancement	(211)		
Remboursement d'emprunts et dettes de crédit bail	(38)	(258)	(96)
Financement par Cession Bail			
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 517	335	807
Incidence des variations des cours de devises et autres variations	(104)	1 580	(203)
VARIATION DE TRESORERIE PAR LES FLUX	(4 167)	364	(2 993)
Trésorerie d'ouverture *	(4 264)	(4 627)	(4 627)
Trésorerie de clôture *	(8 431)	(4 264)	(7 620)
Trésorerie d'ouverture * :			
Actifs financiers courants	0		56
Disponibilités	2 245	4 377	4 321
Concours bancaires passifs	(2 022)	(2 042)	(2 042)
Dettes factor, Invoice discounting (Daily), escomptes d'effets	(4 487)	(6 962)	(6 962)
Total Trésorerie d'ouverture	(4 264)	(4 627)	(4 627)
Trésorerie de clôture* :			
Actifs financiers courants	0		69
Disponibilités	1 956	2 244	1 856
Concours bancaires passifs	(3 949)	(2 022)	(2 905)
Dettes factor, Invoice discounting (Daily), escomptes d'effets	(6 439)	(4 486)	(6 639)
Total Trésorerie de clôture	(8 431)	(4 264)	(7 619)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Ecart de conversion	Total Capitaux propres part du Groupe	Minoritaires	Total des Capitaux propres
Situation au 31/03/2009	12 520	49 166	(34 507)	(7 190)	(4 167)	15 822	126	15 948
Affectation résultat			(7 190)	7 190				
Augmentation de capital								
Dividendes distribués								
Stock Options		(2)				(2)		
Ajustements IFRS								
Entrée de périmètre								
Transactions avec les actionnaires		(2)	(7 190)	7 190		(2)		(2)
Autres éléments du résultat					(1 285)	(1 285)		(1 285)
Résultat de la période				(8 110)		(8 110)	2	(8 108)
Corrections d'erreur			60	1 338		1 398		1 398
Situation au 30/09/2009 corrigée	12 520	49 164	(41 637)	(6 772)	(5 452)	7 823	128	7 951
Situation au 31/03/2010	2 504	48 806	(31 811)	(6 405)	(4 572)	8 522	96	8 618
Affectation résultat			(6 405)	6 405				
Augmentation de capital	4 321	1 160				5 481		5 481
Dividendes distribués								
Stock Options								
Ajustements IFRS			(121)			(121)		(121)
Transactions avec les actionnaires	4 321	1 160	(6 526)	6 405		5 360		5 360
Autres éléments du résultat					(126)	(126)	2	(124)
Résultat de la période				(4 488)		(4 488)	(34)	(4 522)
Situation au 30/09/2010	6 825	49 966	(38 337)	(4 488)	(4 698)	9 267	64	9 331

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

(I) DATE D'ARRETE

Les Comptes consolidés résumés du Groupe César au 30 septembre 2010 ont été arrêtés par le Directoire en date du 10 janvier 2011, présentés au Conseil de Surveillance le 10 janvier 2011.

A.

B.

(II) METHODES COMPTABLES ET MODALITES ADOPTEES DANS LES ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS

C.

Règles et méthodes comptables

Conformément à la norme IAS 34 (Reporting Financier Intermédiaire), les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels les plus récents. Ces états financiers semestriels résumés présentent une sélection de notes explicatives et ne comprennent pas l'ensemble des informations demandées pour les états financiers annuels et doivent être lus en liaison avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2010.

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en œuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée. Sont plus particulièrement concernés par ces estimations les provisions pour retour de produits, les stocks, les audits licenciés, et compte séquestre. Ces appréciations étant révisées régulièrement, les montants qui figureront dans les futurs états financiers du Groupe pourraient en être affectés.

Saisonnalité

La saisonnalité de l'activité, avec des ventes concentrées sur Halloween, Noël et Carnaval, se traduit par un volume de facturation significativement plus élevé au second semestre de l'exercice qu'au premier. En conséquence, on observe une forte variation des comptes de stocks, clients, fournisseurs et factor par rapport à la clôture annuelle au 31 mars, la fin du premier semestre représentant traditionnellement un point haut de besoin en fonds de roulement.

(III) ACTIVITE

L'activité du premier semestre de l'exercice 2010-2011, peu significative, a souffert des difficultés de trésorerie rencontrées au cours de l'exercice précédent : les approvisionnements de la saison de printemps-été ont été retardés, ce qui a pesé sur la facturation du premier semestre notamment au Royaume-Uni et en Italie. La réalisation de l'augmentation de capital en avril et l'obtention des financements saisonniers juillet ont permis de lancer à temps les approvisionnements de la haute saison (halloween, Noël, Carnaval).

Par ailleurs l'existence d'un carnet de commandes en hausse par rapport à l'année dernière, permet d'anticiper un deuxième semestre en croissance par rapport à l'exercice précédent. Le déroulement de Carnaval devrait en particulier être plus favorable, grâce à une saison plus longue.

(IV) EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Augmentation de capital

Une augmentation de capital sous forme d'ABSAR, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, a été lancée par CESAR le 26 mars 2010 et a rencontré un vif succès. 10.581.072 ABSAR ont été souscrites à titre irréductible et 1.806.331 ABSAR ont été demandées à titre réductible.

Le Directoire a décidé d'exercer l'intégralité de la clause d'extension, ce qui a porté le nombre d'ABSAR émises à 14.166.463.

La totalité des demandes à titre réductible ont ainsi été servies et le complément a été souscrit pour partie par plusieurs investisseurs institutionnels et pour le solde par Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II, géré par Butler Capital Partners SA. Le montant total de la levée de fonds s'établit ainsi à 5.524.920,57 euros, correspondant à un apport de cash pour la société de 2.793.523,98 euros, les souscriptions de Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II, géré par Butler Capital Partners SA, ayant été effectuées par compensation de leurs comptes courants.

Le règlement-livraison des actions nouvelles et leur admission aux négociations sur le marché Euronext Paris est intervenu le 21 avril 2010. A compter du 21 avril 2010, le nombre total d'actions composant le capital de CESAR a été ainsi porté à 22.378.906. Après prise en compte de la dilution potentielle provenant de l'exercice des 14 166 463 BSAR, le nombre maximum d'actions composant le capital pourrait être porté à 36 545 369.

A l'issue de cette opération, Butler Capital Partners SA et le FCPR France Private Equity II ont procédé à une cession partielle de leur participation, qui a été ramenée de 53% à 12.66%.

Situation de trésorerie

L'augmentation de capital a permis un débouclage rapide des discussions avec les banques pour la mise en place du crédit saisonnier. En date du 21 juin 2010, un crédit saisonnier a été mis en place dans les conditions suivantes :

- 2.8 millions d'euros jusqu'au 30 juin 2011
- 2.3 millions d'euros entre le 1er juillet 2011 et le 31 décembre 2011

Ce crédit est rémunéré à un taux d'intérêt de EURIBOR + 4pts. La mise en place de ce crédit a notamment permis de clore la procédure en assignation déclenchée par l'URSSAF de Paris, au moyen d'un règlement en date du 5 juillet 2010.

Corrections d'erreur

Le Groupe a effectué trois corrections d'erreur sur les exercices antérieurs conformément à la correction d'erreur présentée dans les comptes clos au 31 mars 2010. Ces corrections d'erreur sont présentées en note 4.1 et 4.2 :

- Régularisation de la comptabilisation des retours de stocks : L'application de la norme IAS 18 conduit à annuler la provision pour retour de marchandises, antérieurement comptabilisée en provision pour risques et charges, en contrepartie du chiffre d'affaires et des stocks. Ce retraitement est sans incidence sur le résultat pour les sociétés qui constataient antérieurement une provision pour risques et charges.
- Jusqu'au 30 septembre 2009, le Groupe constatait une provision pour risques et charges au titre de son obligation de reprendre les marchandises retournées à l'exception de Josman basée en Espagne qui comptabilisait sur l'exercice N+1 les avoirs et rentrée en stock liés aux ventes de l'année N. Conformément à la norme IAS 18 une correction d'erreur a été effectuée avec un impact net cumulé en résultat de 557milliers d'euros Cf paragraphe 4.1.
- Immeuble de Saumur détenu lease-back : L'immeuble détenu par la société CESAR SA et ayant fait l'objet d'un lease back en 2009 aurait dû être déprécié au 31 mars 2009 pour un montant total de 1.200 milliers d'euros. La comptabilisation de cette perte de valeur a fait l'objet d'une correction dans les comptes 30 septembre 2009 présentés en comparatif.
- Actifs classés comme tenus en vue de la vente :

Suite à la finalisation des opérations de cessions des pôles US et Asie au 31 Mars 2009, aucun actif n'est présenté au bilan en tant que détenu en vue de la vente.

1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés au 30 septembre 2010 du Groupe César sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 30 septembre 2010, et présenté en détail sur le site internet :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe sont identiques à celles adoptées lors de la préparation des états financiers annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 mars 2010, à l'exception des normes et interprétations suivantes qui sont applicables au Groupe à partir du 1er octobre 2010.

Les normes et amendements à des normes existantes, et les interprétations émises par l'IFRIC, tels que listés ci-après, qui ont été adoptés par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire pour le Groupe aux exercices ouverts à compter du 1er octobre 2009, sont les suivants :

Norme IFRS 3 révisée sur les regroupements d'entreprises ;

Norme IAS 27 révisée- Etats Financiers consolidés et individuels

IFRIC 16 concernant la couverture d'un investissement net à l'étranger.

L'application de ces normes, amendements de normes et interprétations sont sans incidences identifiées à ce stade.

Autres normes et interprétations nouvelles, révisées ou amendées.

Les états financiers du Groupe ne sont pas affectés par l'entrée en vigueur des autres normes et interprétations nouvelles, révisées et amendées d'application obligatoire le 1er avril 2010 dans l'Union européenne.

Les états financiers du Groupe ne sont pas affectés par les normes et interprétations nouvelles, révisées ou amendées publiées, mais non encore applicables.

L'application de ces normes, amendements de normes et interprétations sont sans incidences identifiées à ce stade.

2 MODALITES DE CONSOLIDATION ET INFORMATIONS SUR LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Informations relatives au périmètre de consolidation :

Les sociétés CARNAVAL (Ile Maurice), CESAR INC (USA), CESAR DEUTSCHLAND (Allemagne), TREMOLIERE (Ile Maurice), MUGNAIONI (France) Cesar UK (Royaume unis), dont les activités ont été reprises par d'autres sociétés du groupe, sont maintenues dans le périmètre de consolidation en attente de leur liquidation définitive.

La société CESAR SA assure désormais, outre ses fonctions de holding (qui incluent la direction générale, la direction marketing et la direction financière du Groupe, ainsi que la gestion de trésorerie) la coordination des achats pour l'ensemble du Groupe et les prestations de design pour le compte des filiales européennes, ainsi que la gestion administrative (comptabilité, achats, ventes, suivi clients...) du périmètre Europe du Nord (France, Allemagne, Angleterre).

La restructuration des activités de certaines filiales opérationnelles s'est traduite par la reprise partielle des flux au sein de César SA. Pour les filiales allemandes, les opérations de réallocation des flux n'ont pas pu être menées à leur terme pour la clôture ; compte-tenu des travaux réalisés l'impact potentiel n'a pas été jugé significatif pour l'arrêté des comptes semestriels.

La société César Sa a pris une participation dans le capital de la société Festiveo à hauteur de 60% pour un montant de 50 K€ en date du 1^{er} Septembre 2009.

La société FESTIVEO est spécialisée dans la vente en ligne de déguisements pour enfants et adultes, ainsi que de mascottes.

L'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition s'élève à 36 K€.

Détail du périmètre de consolidation :

Nom des sociétés	Pays	Détention	Capital Social	Activité
Cesar Deutschland GmbH	Allemagne	100%	127,823 EUR	Sans activité
Cesar Germany Holding GmbH	Allemagne	100%	25,000 EUR	Holding détenant toutes les participations du groupe dans les sociétés de droit allemand
Hilmar Krautwurst GmbH & Co KG	Allemagne	100%	511,292 EUR	Fabrication & commercialisation de panoplies, grimages & commercialisation de masques et autres accessoires de Carnaval
Hilmar Krautwurst Verwaltung Krautwurst Beteiligungs MbH	Allemagne	100%	102,258 EUR	Société civile de droit allemand
Cesar Asia	Chine	99.90%	1,000,000 HKD	Négoce
Josman S.l.	Espagne	100%	60,101 EUR	Fabrication & commercialisation de panoplies, masques & sacs
Cesar, Inc.	Etats-Unis	100%	337,812 USD	sans activité
Disguise Holding Corporation	Etats-Unis	100%	25,555,950 USD	Fabrication & commercialisation de cotillons & articles de fêtes
César S.A.	France	100%	12,519,869 EUR	Holding
Festiveo	France	60%	23,000 EUR	Négoce
Cesar UK LTD	Grande Bretagne	100%	2,100,000 GBP	Commercialisation de masques, panoplies & sacs & fabrication de jouets
Carnaval Ltd.	Ile Maurice	100%	3,500,000 MUR	sans activité
LA TREMOLIERE	Ile Maurice	75%	3 500 000 MUR	Sans activité
Joker S.r.l.	Italie	100%	102,257 EUR	Commercialisation de panoplies, masques & jouets
Festival S.A.	Madagascar	96.77%	34,480,000 MGA	Fabrication de panoplies, tentes & maisons & tissage & teinture de tissus

(V)

3 METHODES ET REGLES D'EVALUATION

3.1 BASES DE PREPARATION

La monnaie fonctionnelle et de présentation des états financiers est l'euro. Tous les états financiers présentés sont arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction.

3.2 SEGMENTS OPERATIONNELS

En application d'IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion interne communiquées aux membres du Directoire, principaux décideurs opérationnels du Groupe. Les secteurs opérationnels sont suivis individuellement en termes de reporting interne, suivant des indicateurs communs. Les données chiffrées publiées et issues du reporting interne sont établies en conformité avec le référentiel IFRS appliqué par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Les secteurs d'activité du Groupe ont été revus en 2009 à la suite de la cession du périmètre américain intervenue en Décembre 2008. Ils se décomposent en une activité Europe du Nord qui regroupe les activités de commercialisation en France, Grande-Bretagne et Allemagne ; une activité Europe du Sud qui regroupe les activités de commercialisation en Espagne et en Italie, et une activité à Madagascar qui regroupe les activités de fabrication et les ventes Export. Pour rappel les secteurs d'activités au 31 mars 2009 étaient les suivants :

- Etats Unis (plus Asie)
- Europe (plus Madagascar)
- Holding

3.3 FRAIS DE CREATION

Par référence à la norme IAS 38, et en raison notamment d'une probabilité raisonnable d'avantages économiques futurs liés à cette phase de développement, les frais de création et de collection relatifs à ces nouveaux produits sous licence ont été inscrits à l'actif du bilan, pour être amortis sur la durée de vie estimée des dites collections à compter de la date de leur commercialisation.

Ces frais comprennent l'ensemble des frais directement attribuables à la création.

Les frais de création et collections activés en 2006-2007 ont été amortis sur une durée de 36 mois, ceux activés en 2007-2008 sur une durée de 18 mois, ceux activés en 2008-2009

sur une durée de 6 mois et ceux activés en 2009-2010 commenceront à être amortis à la date de mise en vente des marchandises.

La date de début d'amortissement correspond à la date de mise en vente des marchandises pour la nouvelle saison (soit le mois d'octobre pour les ventes d'Halloween), la durée d'amortissement est de 3 ans.

3.4 STOCKS

D.

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués en coût unitaire moyen pondéré, au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Les stocks de produits finis sont évalués à leur prix de revient. Les stocks de matières premières sont évalués à leur prix d'achat majoré de frais d'approche. Ces évaluations sont corrigées des marges bénéficiaires réalisées sur les ventes entre sociétés du Groupe.

Une dépréciation est comptabilisée pour les articles dont le coût est supérieur à la valeur nette probable de réalisation.

Tous les articles hors catalogues sont dépréciés au moins à 60% à cela s'ajoute sur tous les produits une dépréciation liée à l'obsolescence qui se calcule de la manière suivante : inventaire supérieur à 4ans 20%, supérieur à 5 ans 30%, supérieur à 6 ans 40% et supérieur à 7 ans 50%.

3.5 IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt portée au compte de résultat est constituée de l'impôt exigible sur les résultats dû au titre de la période concernée et de toute autre charge ou produit d'impôt différé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode bilantielle du report variable sur les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs, et leur valeur fiscale. Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôt attendus sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité. Lorsque le solde correspond à une créance, cette créance est comptabilisée s'il est probable que l'entité disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts.

La CVAE a été qualifiée par le Groupe de charge opérationnelle. En conséquence, le montant total de la charge courante est présenté sur cette même ligne.

3.6 CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres enregistrent notamment les écarts de conversion. Ces écarts résultent, d'une part, de l'incidence de l'évolution des devises sur les actifs et passifs historiques des sociétés dont les comptes sont libellés en devises et, d'autre part, de la différence entre les taux utilisés pour la conversion des comptes de résultat et ceux utilisés pour la conversion des comptes du bilan.

Au 30 Septembre 2010, le capital social est constitué de 22 272 162.

3.7 STOCKS OPTIONS

Au 30 septembre 2010, il n'existe pas d'options de souscription ou d'achat d'actions attribuables aux employés, celles-ci étant devenues caducs.

3.8 COMPTE DE RESULTAT

Le Groupe CESAR a opté pour la présentation du compte de résultat par fonction.

Les notes annexes du compte de résultat détaillent néanmoins les charges opérationnelles par nature, en particulier les charges de personnel, les dotations aux amortissements et provisions.

3.9 CHIFFRE D'AFFAIRES

Le produit des ventes est enregistré s'il est probable que les avantages économiques associés aux transactions iront au Groupe et si le montant des produits et des coûts encourus ou à encourir sur la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

Le produit des activités ordinaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue. Les remises commerciales et rabais accordés aux clients sont déduits pour déterminer cette juste valeur.

Les sociétés du Groupe César France, César Allemagne, Joker et Josman, s'engagent dans certains cas à reprendre auprès de leurs clients et distributeurs les produits invendus ou périmés.

Conformément à la norme IAS 18, le produit des activités ordinaires provenant de telles ventes est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés. Lorsque le Groupe conserve les risques et avantages inhérents à la propriété des produits, aucun produit des activités ordinaires n'est reconnu, une dette vis-à-vis du client est comptabilisée en réduction des créances clients et les produits sont conservés en stocks. Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques.

Des provisions pour dépréciation des créances clients sont constatées lorsque leur recouvrement est jugé improbable. Les modalités de détermination des provisions n'ont pas été modifiées au cours des derniers exercices.

3.10 RESULTAT PAR ACTION ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat par action correspond au résultat net distribuable (Résultat net part du Groupe) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le calcul du résultat net dilué par action est semblable au calcul du résultat par action ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

3.11 ESTIMATIONS

La préparation des comptes consolidés conformément aux principes IFRS généralement admis nécessite la prise en compte d'estimations et d'hypothèses faites par la direction du Groupe et affectant les montants d'actif et de passif figurants au bilan, les actifs et passifs éventuellement mentionnés en annexe, ainsi que les charges et les produits du compte de résultat.

Pour limiter les incertitudes, ces estimations et hypothèses sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

Le contexte actuel de forte dégradation de l'environnement économique et financier rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité. Il est possible que les montants effectifs se révélant ultérieurement soient différents des estimations et des hypothèses retenues.

Ces estimations concernent les valorisations:

- des litiges,
- des retours,
- des stocks,
- des frais de création activés,
- des minimums garantis.

4 IMPACT DES CORRECTIONS D'ERREUR SUR LES EXERCICES ANTERIEURS

4.1 CORRECTION LIEE AU TRAITEMENT DES DROITS DE RETOUR

Les sociétés du Groupe César France, César Allemagne, Joker et Josman, s'engagent dans certains cas à reprendre auprès de leurs clients et distributeurs les produits invendus ou périmés.

Jusqu'au 30 septembre 2009, le Groupe constatait une provision pour risques et charges au titre de son obligation.

Conformément à la norme IAS 18, le produit des activités ordinaires provenant de telles ventes est comptabilisé lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés. Lorsque le Groupe conserve les risques et avantages inhérents à la propriété des produits, aucun produit des activités ordinaires ne devrait être reconnu, une dette vis-à-vis du client devrait être comptabilisée en réduction des créances clients et les produits sont conservés en stocks.

Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques.

L'application de cette norme conduit à annuler la provision pour retour de marchandises, antérieurement comptabilisée en provision pour risques et charges, en contrepartie du chiffre d'affaires et des stocks. Ce retraitement est sans incidence sur le résultat pour les sociétés qui constataient antérieurement une provision pour risques et charges.

L'application de ce traitement entraîne une correction d'erreur sur l'information comparative au 30 septembre 2009.

Les impacts sont les suivants :

Impacts au bilan

	30/09/09
Valeur nette comptable des stocks et en-cours :	15 812 K€
Augmentation des stocks :	368 K€
Valeur nette comptable corrigée des stocks et en-cours :	16 180 K€
Valeur nette comptable des impôts différés actifs :	0 K€
Augmentation des impôts différés actifs:	262 K€
Valeur nette comptable corrigée des impôts différés actifs :	262 K€
Valeur nette comptable des impôts différés passifs :	37 K€
Augmentation des impôts différés passifs:	239 K€
Valeur nette comptable corrigée des impôts différés passifs :	276 K€
Valeur nette comptable des autres dettes (courant) :	14 555 K€
Diminution des provisions pour risques :	- 141 K€
Variation des avoirs à établir:	590 K€
Valeur nette comptable corrigée des autres dettes :	15 004 K€
Impact sur les capitaux propres :	-58 K€

Impact au compte de résultat

	30/09/2009
Chiffre d'affaires net :	9 441 K€
Augmentation du chiffre d'affaires :	2 279 K€
Chiffre d'affaires net corrigé :	11 720 K€
Coût des ventes :	4 439K€
Augmentation du coût des ventes :	1 484 K€
Coût des ventes corrigé :	5 923 K€

L'impact sur la marge brute de la correction d'erreur s'élève à 796 K€ soit 557 K€ après impôts.

4.2 CORRECTION LIEE AU TRAITEMENT DU LEASE BACK IMMOBILIER DE 2009

L'immeuble détenu par la société CESAR SA et ayant fait l'objet d'un lease back en 2009 aurait du être déprécié au 31 Mars 2009 pour un montant total de 1.2 M€. La comptabilisation de cette perte de valeur a fait l'objet d'une correction d'erreur dans les comptes clos au 30 septembre 2009 présentés en comparatif.

Les impacts sont les suivants :

Impact au bilan

Valeur nette comptable des constructions au 30 septembre publié :	2 258 K€
Correction de la valeur brute :	2 263 K€
Correction de dépréciation et amortissement :	(2 721) K€
Valeur nette comptable corrigée des constructions au 30 septembre 2009 :	1 800 K€
Soit une ligne « Immobilisations corporelles » corrigée au 30 septembre 2009 de (395) K€ (3 522 K€ avant correction d'erreur).	

Impact sur les capitaux propres :	- 1 176 K€
-----------------------------------	------------

Impact au compte de résultat

Dotation et reprises amortissements et provisions sur immobilisations : 781 K€

Synthèse des impacts au compte de résultat

Résultat publié au 30/09/2009 (a)	(8 110)
Corrections derreur (b) = (c)+(d)	1 338
<i>Retour Espagne (c)</i>	557
<i>Avoirs à émettre</i>	1 248
-dotation 30/09/2009	(239)
-reprise 31/03/2009	1 487
<i>Variation de stocks</i>	(452)
-Variation de stocks 30/09/2009	158
-Extourne de la variation de stocks 31/03/2009	(610)
<i>Impôt différé passif</i>	(239)
<i>Crédit Bail (d)</i>	781
-Annulation de la dépréciation	800
-Amortissements	(19)
Résultat retraité (e)=(a)+(b)	(6 773)

5 NOTES RELATIVES AUX COMPTES DE BILAN

E.

5.1 LES ECARTS D'ACQUISITION

en K€

Total écarts d'acquisition au 31 Mars 2010

Variation de périmètre

F. Total écarts d'acquisition au 30 septembre 2010

5.2 LES IMMOBILISATIONS

5.2.1 LES IMMOBILISATIONS EN VALEUR BRUTES

L'évolution des immobilisations incorporelles et corporelles en valeur brute s'analyse comme suit :

en K€	Ouverture Mars 2010	Augmen- tations	Diminutions ou sorties *	Reclasst	Var. Change	Clôture Septembre 2010
Frais d'établissement	140				(1)	139
Concessions, brevets & droits similaires	2 770	3			1	2 774
Frais de recherche et développement	6 207				(7)	6 200
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	149	30			(1)	178
Total Immobilisations incorporelles - valeur brute	9 266	33			(8)	9 291
Terrains	294		(54)			240
Constructions	9 023		(521)		3	8 505
Installations tech, matériel & outillage	6 233	17	(39)		(2)	6 209
Matériel de transport	139				1	140
Mobilier, matériel bureau, informatique	2 290	13			(21)	2 282
Autres immobilisations corporelles	2 036	29			13	2 078
Immobilisations corporelles en cours	13	1	(1)			13
Avances et acomptes s/immob. corp.	4					4
Total Immobilisations corporelles - valeur brute	20 032	60	(615)		(6)	19 471

Le groupe détient des constructions à SAUMUR par le biais d'un contrat de lease-back auprès de KBC. Au 30/09/2010 les données relatives à ce lease-back sont les suivantes :

- La valeur nette comptable 622 milliers d'euros (capital)
- Montants des loyers payés depuis le départ : 294 milliers d'euros (dont capital 178 milliers d'euros)

✓ Loyers futurs

- -1 an 119 milliers d'euros (dont capital 80 milliers d'euros)
- 1 an -5 ans 431 milliers d'euros (dont capital 333 milliers d'euros)

- +5 ans 227 milliers d'euros (dont capital 208 milliers d'euros)
- ✓ Au titre de l'exercice clos le 30/09/2010 le montant des loyers est : 59 milliers d'euros (dont capital 38 milliers d'euros)
- ✓ Sous-location : Immeuble Chacé
 - ✓ Principales dispositions
 - ✓ Base détermination loyers :
 - ✓ 40 trimestrialités à terme à échoir (date de fin le 11 avril 2018)
 - Intérêts : taux du swap emprunteur IRS 10 ans (4,50%)
- Option d'achat :
 - à la fin du contrat = 1€ HT
 - avant fin 8ème année = Valeur résiduelle augmentée de 4%
 - après 9ème année = Valeur résiduelle augmentée de 2%

5.2.2 LES AMORTISSEMENTS

L'évolution des amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles s'analyse comme suit :

en K€	Ouverture Mars 2010	Dotations	Reprises	Reclasst	Var. Change	Clôture septembre 2010
Amt/Prov. frais d'établissement	(140)				1	(139)
Amt/Prov. conc. brevets & dts similaires	(1681)	(102)				(1783)
Amt/Prov. Frais de recherche et développement	(4 770)	(456)			7	(5 219)
Amt/Prov. Fond de commerce						
Amt/Prov. autres immobilisations incorp.	(49)	(15)				(64)
Total Immobilisations incorporelles - Amortissements	(6 640)	(573)			8	(7 205)
Provisions sur terrains						
Amt/Prov. constructions	(7 512)	(123)	420		1	(7 214)
Amt/Prov install tech, matériel & outil.	(5 622)	(47)	24		9	(5 636)
Amt/Prov matériel de transport	(119)	(7)	(1)		(1)	(128)
Amt/Prov mob mat bur informatique	(2 222)	(15)			21	(2 216)
Amt/Prov. autres immobilisations corp.	(1692)	(34)			(14)	(1740)
Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes s/immo. corp.						
Total Immobilisations corporelles - Amortissements	(17 168)	(226)	443		16	(16 935)

La dotation aux amortissements est répartie par destination dans les lignes du compte de résultat en fonction de la nature et de l'utilisation des actifs.

5.2.3 LES IMMOBILISATIONS NETTES

L'évolution des immobilisations incorporelles et corporelles en valeur nette s'analyse comme suit :

en K€	Ouverture Mars 2010	Acq/dot	Cess/ Reprises	Reclasst	Var. Change	Clôture septembre 2010
Frais d'établissement						
Concessions, brevets & droits similaires	1 089	(99)			1	991
Frais de recherche et développement	1 436	(456)			1	981
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles	100	15				115
Total Immobilisations incorporelles - Valeur nette	2 625	(540)				2 087
Terrains	294	-	-	54	-	240
Constructions	1 511	(123)	(101)		4	1 291
Installations tech, matériel & outillage	611	(30)	(15)		7	573
Matériel de transport	20	(7)	(1)			12
Mobilier, matériel bureau, informatique	68	(2)				66
Autres immobilisations corporelles	344	(5)			(1)	338
Immobilisations corporelles en cours	13	1	(1)			13
Avances et acomptes s/immo. corp.	4					4
Total Immobilisations corporelles - Valeur nette	2 864	(166)	(172)		10	2 537

5.2.4 LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

en K€	Brut	Provisions	Net
Immobilisations financières 31 Mars 2010	694		694
Augmentation / Diminution	(98)		(98)
Variation de change			
Reclass			
Immobilisations financières 30 Septembre 2010	596		596

Les immobilisations financières sont essentiellement constituées de dépôts versés.

5.3 LES IMPOTS DIFFERES

en K€	30-sept-10	31-mars-10
Impôts différés actifs	421	421
Impôts différés passifs	(44)	(54)
Impôts différés Nets	377	367

Les impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporaires entre la base imposable et la valeur consolidée des actifs et passifs. La règle du report variable est appliquée et les effets de modification des taux d'imposition sont inscrits dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les actifs d'impôts différés, concernant notamment les déficits fiscaux reportables sont pris en compte à l'exception de ceux dont la récupération dans un avenir prévisible est jugée improbable, en fonction par exemple des business plan. Au 30 septembre 2010 les impôts différés concernent la filiale Espagnole.

5.4 LES STOCKS ET EN-COURS

Les stocks se détaillent comme suit :

en K€	30-sept-10	31-mars-10
Valeur brute des stocks et en-cours	18 168	14 691
Provisions pour dépréciation de stocks	(2 244)	(2 581)
Stocks et en-cours nets	15 924	12 110

Au 30 septembre 2010, le Groupe a enregistré une provision à hauteur de 2.2 millions d'euros, dont 1.6 million d'euros au titre de l'Europe du Nord et 0.6 million d'euros à Madagascar.

La valeur brute des stocks au 30 Septembre 2010 est de 18 168 milliers d'euros, leur évolution étant la résultante :

- d'achats stockés en préparation des évènements Halloween et Noël (+ 4,35 millions d'euros)

- de solderies sur la zone Europe du Nord (- 0,85 millions d'euros)

Suite aux solderies (chiffre d'affaires 0,5 millions d'euros pour une valeur de stock de 0,85 millions d'euros) une reprise de la provision existante sur ces produits déstockés a été constatée, la provision existante couvrant la perte générée lors de ces opérations de solderies (0,35 millions d'euros).

5.5 LES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

en K€	30-sept-10	31-mars-10
Clients et comptes rattachés	13 195	14 059
Provisions pour créances douteuses	(1 443)	(1 171)
Clients et comptes rattachés nets	11 752	12 888

La juste valeur des clients et comptes rattachés est considérée comme identique à leur valeur nette comptable en raison du fort degré de liquidité des postes.

Le Groupe procède à des opérations d'affacturage aux termes desquelles les créances commerciales concernées sont données à un factor contre règlement de leur montant et sous déduction de commissions et agios.

Le Groupe a signé un nouveau contrat d'affacturage avec la société Fortis le 15 juillet 2010, incluant l'assurance crédit.

Les créances commerciales cédées selon cette formule s'élèvent en clôture d'exercice à un montant de 1 966 milliers d'euros. Les financements nets obtenus s'élèvent à cette même date à 1 174 milliers d'euros. En raison de la nature des contrats, les créances concernées par ce financement sont présentées dans le poste « clients », et le financement correspondant au passif du bilan dans le poste « emprunts et dettes financières ».

5.6 AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

en K€	30-sept.-10	31-mars-10
Fournisseurs débiteurs	299	165
Acomptes aux personnels	18	109
Impôts sur les sociétés	88	95
TVA active	3 357	4 982
Débiteurs divers	1 623	1 650
Royalties payées d'avance	3 103	2 856
Charges constatées d'avance	276	444
TOTAL	8 764	10 301

Ces créances sont à échéance de moins d'un an. La juste valeur des autres débiteurs est considérée comme identique à leur valeur nette comptable en raison du fort degré de liquidité de ces postes.

5.7 TRESORERIE ACTIVE

En Keuros	30-sept-10	31-mars-10
Disponibilités	1 957	2 245
Total Trésorerie Active	1 957	2 245

5.8 CAPITAUX PROPRES

La variation des capitaux propres fait l'objet d'un tableau présenté en page 7.

5.9 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES NON COURANTS

	Ouverture Mars 2010	Dot	Reprise utilisée	Reprise sans objet	Reclasst	Var. Change	Clôture septembre 2010
- Provisions pour pensions et retraites	896	2	(13)				885
Sous Total Provisions pour risques et charges non courants	896	2	(13)				885

La provision pour « pensions et retraites » concerne les sociétés françaises pour un montant de 104 milliers d'euros et la société allemande HILKA pour 781 milliers d'euros.

5.10 LES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

	30-sept-10	31-mars-10
Emprunts convertibles		-
Emprunts Financiers à plus d'un an	954	1 115
Dettes et intérêts sur Crédit Bail	688	726
Intérêts capitalisés emprunts à plus d'un an	3	50
Sous total dettes financières	1 645	1 891
Concours bancaires courants	3 949	2 022
Dettes Factor et Autres dettes adossées à des créances	6 437	4 444
Dépôts et cautionnement reçus	18	-
Intérêts courus non échus	12	52
Sous total trésorerie passive	10 416	6 518
TOTAL	12 061	8 409

Les dettes financières sont rémunérées à taux variable sur l'ensemble des filiales du Groupe et sont libellées en euros.

Les emprunts financiers à plus d'un an ne sont pas assortis de covenants bancaires.

5.11 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	30-sept-10	31-mars-10
Dettes Fournisseurs	9 140	8 189
Factures à recevoir	2 449	2 206
TOTAL	11 589	10 395

La juste valeur des fournisseurs et comptes rattachés est considérée comme approximant leur valeur nette comptable en raison du fort degré de liquidité de ces postes.

5.12 AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION

	30-sept-10	31-mars-10
- Dettes sociales	3 903	3 776
- Dettes fiscales	2 706	4 393
- Charges à payer	124	285
- Autres dettes	1 221	3 440
- Avances et acomptes reçus	814	2 684
- Produits constatés d'avance et autres comptes de régul.	15	-
- Impôts sur les bénéfices	212	93
- Autres provisions pour risques et charges courants	1 169	1 142
TOTAL	10 164	15 813

L'ensemble des autres dettes a une échéance de moins d'un an.

La CCSF a décidé d'accorder à César SA, au cours de sa séance du 16 novembre 2010, un plan sur une durée de 15 mois pour l'apurement de son passif fiscal et social arriéré d'un montant de 1 267 milliers d'euros.

Détail des autres provisions pour risques et charges courantes :

En Keuros	Ouverture Mars 2010	Dot Exploi	Rep exploit	Reprises sans objet	Reclass	Var. Change	Clôture septembre 2010
Provisions pour risques clients	174						174
Provisions pour restructuration	202		(37)				165
Total	376		(37)				339
Provisions pour charges licenciements	500	64					564
Provisions pour charges ESCROW	20						20
Provisions pour charges ESCROW US	246						246
Total	766	64					830
Sous Total Provisions pour risques et charges courants	1 142	64	(37)				1 169

6 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

G.

6.1 CHIFFRE D'AFFAIRES

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Chiffres d'affaires	11 173	11 720
Total du Chiffre d'Affaires	11 173	11 720

CESAR produit et commercialise une gamme complète de produits pour toutes les occasions festives de l'année :

- Déguisements : CESAR vend plus de 3 millions de costumes par an ainsi que des accessoires (masques, perruques, baguettes magiques, bijoux etc...)
- Jouets, cartables, peluches et autres articles : cette catégorie comprend des cartables et sacs à dos fabriqués par la filiale Espagnole Josman, des tentes et maisons en textile non tissé ainsi que des peluches.

Le marché de CESAR se décompose en deux catégories d'événements :

- Les événements festifs de l'année : Halloween, Carnaval, Noël et Fin d'année.
- Les occasions permanentes : mariages, anniversaires ou goûter qui ont lieu tout au long de l'année.

6.2 DETAIL DU COUT DES VENTES

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Achats, frais d'approche et sous-traitance	5 758	8 504
Frais de personnel	570	733
Reprises et dotations de provision pour stocks	(313)	(3 313)
Total détail du coût des Ventes	6 015	5 923

Provisions pour stocks : cf. paragraphe 3.4

6.3 DETAIL DES FRAIS COMMERCIAUX ET DE DISTRIBUTION

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Frais de personnel	1 544	1 272
Royalties	636	1 076
Frais publicitaires et assimilés	670	802
Autres frais commerciaux	1 198	1 150
Total des frais commerciaux et de distribution	4 047	4 300

6.4 DETAIL DES FRAIS DE CREATION ARTISTIQUE ET DE MARKETING

1. Ces frais concernent les dépenses engagées pour le renouvellement habituel des gammes.

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Frais de personnel	438	806
Fournitures et matériels	61	14
Autres frais de création	115	147
Total des frais de création artistique et de marketing	615	967

6.5 DETAIL DES FRAIS ADMINISTRATIFS

Frais de personnel	1 815	1 903
Locations immobilières et mobilières	440	711
Commissions et honoraires	788	623
Autres frais administratifs	1 319	1 542
Rep. et dot. Pour dépréciation créances	19	80
Total des frais administratifs	4 381	4 859

6.6 SYNTHESE DES FRAIS DE PERSONNEL

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Salaires	3 386	3 246
Charges sociales	886	1 495
Autres frais relatifs au personnel	95	(27)
Total des frais de personnel	4 366	4 714
dont Frais de personnel production	570	733
dont Frais de personnel Commercial	1 544	1 272
dont Frais de personnel Création	438	806
dont Frais de personnel Administratif	1 815	1 903
Total	4 366	4 714

H.

6.7 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Autres produits d'exploitation	265	187
Autres charges d'exploitation	(36)	(38)
Dotation aux provisions pour risques et charges	(64)	(100)
Reprise des provisions pour risques et charges	37	293
Total des autres produits et charges d'exploitation	201	342

6.8 DETAIL DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

En K€	Nature	30-sept-10	30-sept-09
Autres Immo.incorporelles	Expl.	577	477
Immobilisations corporelles	Expl.	193	226
Total des dotations et reprises aux amortissements		770	703

6.9 DETAIL DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Produits Cessions Immobilisations	350	10
Autres produits exceptionnels	143	424
Reprise de provisions		1 437
Autres produits opérationnels	493	1 871
VNC des immobilisations cédées	(171)	(9)
Autres charges exceptionnelles	(232)	(2 072)
Dotations aux provisions	(251)	(1 763)
Autres charges opérationnelles	(654)	(3 844)

Le résultat de cession de 179 milliers d'euros correspond à la vente d'un des 3 entrepôts situés à Coburg.

Les « Autres produits et charges opérationnels » sont constitués d'éléments inhabituels et concernent essentiellement les frais de restructuration de la zone nord européenne et un abandon de créance concédé à Jakks Pacific repreneur de l'activité en Asie pour un montant de 90 milliers d'euros

6.10 DETAIL DU COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERES

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Revenus d'intérêts	67	3
Autres produits		10
Total des produits financiers liés à l'endettement	67	13
Intérêts sur emprunts long terme	(35)	(46)
Intérêts sur Dettes Court Terme	(270)	(196)
Escomptes Clients	(30)	(97)
Autres charges financières		
Total des charges financières liées à l'endettement	(335)	(340)
Gains (pertes) de change net	450	672
Intérêts sur comptes courants	(12)	27
Autres charges financières	(54)	(56)
Autres produits financiers		
Autres produits et charges financières	384	643

6.11 IMPOT SUR LES SOCIETES

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09
Impôts exigibles	(33)	(27)
Impôts différés	11	(389)
Total des impôts sur les sociétés	(22)	(416)

6.12 PREUVE D'IMPOT

En Keuros	30-sept-10	30-sept-09 retraité
Résultat net	(4 522)	(6 763)
Impôt sur les bénéfices	(22)	416
Résultat avant impôt	(4 544)	(6 347)
Amortissement et provisions non déductibles		
Décalages permanents		
Autres éléments non déductibles	56	(1 304)
Base d'imposition	(4 488)	(7 651)
Taux d'impôt	33,33%	33,33%
Impôt théorique	(1 496)	(2 550)
Pertes fiscales de l'exercice non activées	1 684	3 186
Déficits fiscaux reportables annulés		
Utilisation des pertes fiscales antérieures	(51)	
Différentiel sur taux d'imposition nationaux	(115)	(266)
Autres		46
Total des divergences	1 518	2 966
Impôt consolidé	22	416
Charge d'impôt comptabilisée dans les comptes de résultat consolidé	(22)	(416)

La ligne « autres » est essentiellement constituée par les impôts différés sur les retraitements de consolidation.

6.13 SEGMENTS OPERATIONNELS

sept-10	EUROPE DU NORD	EUROPE DU SUD	MADAGASCAR	Total	Eliminations	Total
Ventes nettes	6 721	3 237	4 753	14 711	-3 538	11 173
Résultat opérationnel courant	(4 151)	(541)	242	(4 450)	-4	(4 454)
Resultat net	(4 056)	(552)	120	(4 488)	0	(4 488)

EFFECTIF MOYEN DU GROUPE

	30-sept.-10	30-sept.-09
Europe	162	197
Amérique du Nord	-	-
Hong Kong	5	-
Madagascar	700	700
Total	867	897

7 POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

7.1 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité lié aux échéances des emprunts et aux covenants exigés par les Banques n'existe plus compte tenu de l'accord conclu avec le Pool Bancaire au cours de l'exercice précédent.

Toutefois, un risque de liquidité lié au financement de l'activité saisonnière subsiste.

La ventilation des passifs financiers par échéance au 30 septembre 2010 se présente comme suit :

	TOTAL	A moins d'1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts convertibles				
Emprunts Financiers à plus d'un an	953	69	884	
Dettes et intérêts sur Crédit Bail	688	146	333	209
Intérêts capitalisés emprunts à plus d'un an	3	3		
Concours bancaires courants	3 949	3 949		
Dettes Factor et Autres dettes adossées à des créances	6 437	6 437		
Dépôts et cautionnement reçus	18			18
Intérêts courus non échus	12	12		
TOTAL	12 060	10 616	1 217	227

7.2 RISQUE DE CHANGE

Il existe un risque de change dû aux approvisionnements en US dollars en Asie. Ce risque ne fait pas l'objet d'une couverture.

7.3 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit se définit comme l'impact qu'auraient des défaillances des contreparties sur les flux futurs d'entrées ou de sorties de trésorerie en fonction des actifs financiers détenus.

Chaque filiale opérationnelle a mis en place une politique de suivi de son risque crédit client, et les créances pour lesquelles il existe un risque font l'objet d'une dépréciation. A la clôture, il n'y a pas de concentration significative du risque de crédit.

8 ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1 ENGAGEMENTS DE LICENCES DONNES

Le solde des montants dus au titre des contrats de licences au 30 Septembre 2010 correspond aux contrats de licences dont les termes ne sont pas atteints et dont les minima garantis devraient être couverts par les ventes futures.

8.2 CAUTIONS ET GARANTIES DONNEES

Il s'agit des engagements maximum donnés par CESAR SA pour le compte de ses filiales.

Cautions et garanties

	Sociétés	En K euros
Banques italiennes	JOKER	4 115
Banques malgaches	FESTIVAL	900
Banques anglaises	CESAR UK	
Banques espagnoles	JOSMAN	3 890
		8 905

8.3 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

En 2007 un membre non autorisé du personnel a souscrit auprès de BBVA un Swap de Taux avec Option de Knock-Out au nom de la société JOSMAN. Le risque est évalué à la date d'arrêté des comptes à 1 573 milliers d'euros et pourrait théoriquement un maximum de 3 000 milliers d'euros. La société JOSMAN a demandé la nullité de cet acte et les analyses juridiques réalisées indiquent que la position de la société devrait prévaloir. En conséquence, il n'a été procédé à aucun enregistrement comptable au titre des engagements pris par le biais de ce contrat.

Le calcul du risque est le suivant :

Strike : 16,36 (valeur de l'action BBVA à l'origine du swap)

Knock-Out : 17,996 (110% du strike)

A ce jour le Knock-Out n'a pas été atteint.

Valeur de l'action au 02/12/2010 = 7,78

Date	Montant du nominal en €	Nombre d'actions	Valeur en K€
26/09/2007	16,36	183 374	3 000
02/12/2010	7,78	183 374	1 427
Différence			1 573

9 PASSIFS EVENTUELS

Il n'existe pas de passifs éventuels au 30 septembre 2010.

10 **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE DES COMPTES SEMESTRIELS**

- La Commission des Chefs des Services Financiers, des Organismes de Sécurité Sociale et de l'Assurance Chômage de la Seine-Saint-Denis a décidé, le 16 novembre 2010, d'accorder à la SA Cesar, un plan sur une durée de 15 mois pour l'étalement de son passif fiscal et social, d'un montant total de 1 267 milliers d'euros.
- Une assemblée générale mixte a été convoquée le 21 janvier 2011 en vu notamment de statuer sur :
 - Les modifications statutaires
 - Une réduction de capital
 - Une délégation de compétence du Directoire en vu d'émettre des actions ou des valeurs mobilières
 - Et le transfert de la cotation de la société Euronext sur Alternex

Annexe 3

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société CESAR, relatifs à la période du 1^{er} avril 2010 au 30 septembre 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- L'évolution de la situation financière du Groupe et sur les risques éventuels pesant encore sur la continuité d'exploitation, décrits dans l'annexe et en particulier dans les notes relatives à la « Situation de trésorerie » et aux « Evénements postérieurs ».
- La note 2 de l'annexe concernant les informations relatives au périmètre de consolidation.
- La note relative au traitement comptable des corrections d'erreurs sur exercices antérieurs dont les modalités et l'impact sont décrits note 4.

II. Vérification spécifique

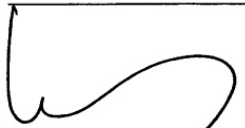
Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Chamalières et à Courbevoie, le 11 février 2011.

Les Commissaires aux Comptes

**WOLFF ET
ASSOCIES**


Jean-Philippe PERONNY

MAZARS


Gilles RAINAUT


Jean-Marc MARCAIS